

# Plénières et Conférences

38<sup>e</sup> Congrès FNCCR – septembre 2022 - RENNES

Plénière - Mercredi 28 septembre 2022 - 9h

## PACTE VERT POUR L'EUROPE : LES TERRITOIRES AU CŒUR DE LA DÉCARBONATION

### INTERVENANTS



Animation par Guillaume DEZOBRY, Avocat associé FIDAL

#### Vincent CHAUVET

Membre du Comité européen des Régions,  
Maire d'Autun et Vice-président du Syndicat  
départemental d'énergie de Saône-et-Loire

#### Michel DERDEVET

Président de Confrontations Europe

#### Carole LABBÉ

Conseillère économique à la représentation en France  
de la Commission européenne

#### Guillaume DEZOBRY

*Bonjour à tous. Nous allons parler d'un sujet majeur dans le contexte actuel. Nous voyons bien les défis qui se présentent à nous : les défis climatiques pour l'Europe et les défis énergétiques pour parvenir à gérer les tensions qui créent un risque systémique. Nous allons parler de la place des territoires dans la décarbonation, de la subsidiarité, et de solidarité. Nous nous interrogerons également sur la manière dont les territoires seront les moteurs de la décarbonation.*

*Nous avons la chance d'accueillir virtuellement Madame Carole LABBÉ, Conseillère économique qui représente la Commission européenne, Monsieur Vincent CHAUVET, Maire d'Autun, membre du Comité des régions et Vice-président du Syndicat départemental d'énergie de Saône-et-Loire, ainsi que Monsieur Michel DERDEVET, Président de Confrontations Europe, ancien secrétaire général d'Enedis et membre de son directoire, qui a dirigé un ouvrage collectif publié en 2022 : Dans l'urgence climatique, penser la transition énergétique.*

*Je suis pour ma part Guillaume DEZOBRY, universitaire et avocat, et je vais pour introduire le sujet commencer par vous présenter certaines particularités de ce Pacte Vert et de certains textes dont la révision est proposée dans le cadre de pacte.*

Cette proposition de la Commission européenne fait suite à ce qui s'est produit dans les 20 dernières années. Un fonctionnement en silo était organisé depuis la libéralisation du secteur de l'énergie. Des textes étaient consacrés à l'ouverture à la concurrence du secteur de l'énergie, pour renforcer l'autonomie des gestionnaires de réseaux au sein des entreprises verticalement intégrées et ouvrir à la concurrence la production et la fourniture. En 1996, 2003 et 2009, trois paquets énergie-climat ont ainsi été adoptés, avec des textes visant également à développer les énergies renouvelables (ENR), améliorer l'efficacité énergétique, auquel il convient également d'ajouter le texte concernant la mise en place du système d'échange de quotas de CO<sup>2</sup>. Ces textes avaient certes des liens entre eux, mais le fonctionnement en silo était la norme. Ces liens n'étaient pas si évidents, si bien que les spécialistes de l'énergie pouvaient se limiter aux questions relatives à la régulation de ce secteur.

En 2016, un changement d'échelle s'est produit avec le Winter package, Clean Energy Package ou en Français «paquet énergie propre». Le 20 novembre 2016, la Commission européenne a en effet publié environ 6 000 pages de textes : toutes les directives et les règlements impactant l'énergie ont été revus dans une même réflexion autour des aspects liés à l'efficacité énergétique, aux énergies renouvelables et à la régulation du secteur de l'énergie.

Les spécialistes de l'énergie ont donc été obligés de s'acculturer aux questions de performance énergétique et d'EnR, de plus en plus présentes. L'approche plus globale complexifie la matière, puisqu'il faut travailler de manière beaucoup plus transversale.

Avec le Pacte Vert et le paquet Fit for 55, l'approche transversale ou globalisante se trouve renforcée dans tous les secteurs qui vont devoir être décarbonés : le bâtiment, les transports, l'industrie et l'agriculture. Le niveau de complexité augmente parce qu'il faut appréhender l'ensemble de ces problématiques en même temps, dans un seul et même paquet. Cela montre aujourd'hui les difficultés à appréhender des problématiques transverses. Cette approche globalisante se retrouve à travers le périmètre des lignes directrices de la Commission européenne en matière d'aides d'État (un élément important pour comprendre la politique énergétique européenne). On voit bien qu'au départ, il existait des lignes directrices spécifiques à l'environnement, avant que n'émergent en 2014 les thèmes de l'environnement et de l'énergie. En 2021, le climat s'est ajouté dans tous les textes, y compris dans les lignes directrices. Il existe donc désormais des textes qui appréhendent à la fois le climat, l'environnement et l'énergie.

La première particularité de ce paquet réside dans son périmètre qui dépasse celui des paquets précédents. La seconde particularité est l'urgence climatique, l'urgence à intervenir. La différence de discours entre la présentation du paquet du Clean energy de 2016 et celle qui a été faite

par la Commission européenne avec le paquet Fit for 55 est prégnante.

En 2016, les problématiques de décarbonation étaient davantage perçues comme une opportunité économique. Il fallait se réinventer : cela offrait des opportunités pour repenser un système, mais sans le côté anxiogène, sans la prise en compte de l'urgence à intervenir. Quand on lit la présentation du paquet Fit for 55, on comprend que le ton a changé. Aujourd'hui, il faut intervenir rapidement : nous représentons la dernière génération à pouvoir intervenir avant qu'il ne soit trop tard. La loi européenne sur le climat parle de menaces existentielles.

Le paquet Fit-for-55 mentionne aussi la menace existentielle. Entre 2016 et 2021, alors que la transposition des directives du paquet Clean energy est à peine terminée, un autre paquet est déjà en préparation. Pourquoi aller si rapidement ? Du fait de l'urgence climatique qui ne fait plus débat. La question consiste à savoir comment l'aborder et comment la traiter.

**Guillaume DEZOBRY**

**MADAME CAROLE LABBÉ VA JUSTEMENT NOUS PRÉSENTER LE PAQUET FIT-FOR-55, AFIN DE MIEUX COMPRENDRE EN QUOI IL CONCERNE CES DIVERSES PROBLÉMATIQUES AU SERVICE D'UN OBJECTIF COMMUN.**

**Carole LABBÉ**



Bonjour à tous, merci pour l'invitation. Je travaille à la Commission européenne à Paris depuis plus d'un an. Je suis Conseillère économique et je m'occupe du plan de relance européen en France. Je suis rattachée à Task force Recover en charge du plan de relance et je suis ravie d'avoir la possibilité d'intervenir devant vous aujourd'hui.

Je vais essayer d'entrer dans les méandres de ce Pacte Vert pour l'Europe et du paquet *Fit-for-55*. Cette urgence a été perçue par la Présidente de la Commission européenne, Ursula VON DER LEYEN, dès sa prise de fonction en décembre 2019. La présentation par la Commission européenne en décembre 2019 d'une stratégie globale avec le Pacte Vert pour l'Europe a fait de la lutte contre le changement climatique une des grandes priorités de la Commission. Son but : devenir le premier continent climatiquement neutre dès 2050.

Ce programme extrêmement ambitieux nécessite une transformation radicale de l'économie et de la société dans une approche holistique. On ne va pas s'intéresser uniquement à l'énergie. Le Pacte Vert est au cœur des politiques publiques de la Commission européenne depuis 2019.

En 2015, les accords de Paris ont été adoptés, l'élan politique européen voulait rendre prioritaire l'environnement et la lutte contre le changement climatique. Un mouvement politique intéressant a alors vu le jour en 2019, conçu comme une stratégie de croissance qui permet de créer des emplois et de stimuler la croissance avec de nouvelles technologies et des énergies renouvelables, dans un objectif d'amélioration de la qualité de vie des citoyens européens.

Le Pacte Vert nécessite de toucher l'ensemble des secteurs de l'économie : l'énergie, les transports, les bâtiments, l'agriculture, la forêt, etc. C'est une approche différente de celle qui nécessitait de cesser de travailler en silo comme c'était le cas auparavant. Il y a besoin d'une approche transversale pour coordonner l'ensemble des travaux selon les directives générales. Un Vice-président chargé du Pacte Vert a d'ailleurs été nommé, chargé de coordonner l'ensemble des politiques avec les différentes directives générales pour contribuer à la neutralité carbone.

La Présidente de la Commission européenne a donc lancé la stratégie du Pacte Vert, en publiant un ensemble de textes regroupés dans le paquet « *Fit-for-55* ». Face à l'urgence, il faut se fixer des objectifs. On parle de la neutralité carbone pour 2050 mais il fallait tracer un chemin, pour y parvenir : réduire nos émissions de gaz à effet de serre de 55 % d'ici à 2030. Le *Fit-for-55*, c'est l'ajustement de cet objectif pour 2030, décliné dans toutes les politiques européennes.

Comme je l'ai déjà indiqué, les défis concernent à la fois l'industrie, l'énergie, les transports, les bâtiments.... Si on fait un focus sur l'énergie, on constate que la production et la consommation d'énergie représentent plus de 75 % de nos émissions de gaz à effet de serre.

Au sein de ces émissions, le secteur du bâtiment représente 40 % de la consommation d'énergie.

Le 14 juillet 2021 marque la présentation du *Fit-for-55*, un an et demi seulement après la présentation du Pacte Vert. Il contient 11 propositions législatives fortement interdépendantes les unes des autres. Elles concernent :

- Le marché des émissions de carbone, un système d'échange de quotas de CO<sub>2</sub> avait été mis en place plusieurs années auparavant ;
- La révision des ambitions sur les énergies renouvelables ;
- La révision des ambitions sur l'efficacité énergétique ;
- La taxation de l'énergie, la directive actuelle (adoptée en 2003) n'étant pas du tout adaptée car elle ne taxe pas suffisamment les énergies fossiles par rapport aux énergies propres. Il est donc nécessaire de remettre ce texte à plat. Ce n'est d'ailleurs pas la première fois que la Commission européenne essaye de réviser cette directive, mais comme cela concerne la fiscalité, le vote se fait à l'unanimité des Etats membres. La première proposition de la Commission avait été un échec retentissant à cause de cette règle de l'unanimité. Nous n'avions pas réussi à trouver un consensus pour taxer l'énergie de manière correcte vis-à-vis de l'ambition environnementale.

Comme je l'ai dit, toutes ces propositions sont interdépendantes. Les propositions en matière de véhicules électriques vont de pair avec le déploiement d'infrastructures de bornes de recharge. Toute la difficulté de l'adoption de ce paquet par rapport à ces propositions réside dans la négociation entre les États membres et le Parlement. Si vous changez le niveau d'ambition, par exemple sur l'efficacité énergétique pour atteindre l'objectif de 55 %, cela implique d'être encore plus ambitieux, par exemple sur les énergies renouvelables ou la réduction des quotas d'émission carbone. Cette interdépendance entre chaque proposition est un vrai défi pour adopter un paquet qui permet d'atteindre les objectifs fixés collectivement pour 2030.

Que contient ce paquet ?

Le paquet comporte différents outils politiques concernant la tarification, les règles en vigueur, des normes plus strictes en fonction des secteurs, des objectifs plus ambitieux. Il contient par exemple des propositions sur les mécanismes de marché qui agissent principalement sur le prix du carbone.

Les règles du fonctionnement du marché du quota carbone sont remises à plat. En termes de tarification, une révision de la fiscalité énergétique par rapport à ce marché des quotas carbone est envisagée. Il est important d'avoir à l'intérieur du marché commun une réduction de l'émission des gaz à effet de serre, mais il ne faut pas non plus que cette ambition conduise à émettre des émissions à effet de serre ailleurs. Nous avons donc proposé une idée d'ailleurs très fortement soutenue par la France, à savoir un mécanisme d'ajustement carbone aux frontières qui va en fait être le miroir de ce qu'on fait à l'intérieur de l'UE. C'est une sorte de « taxe » sur le carbone importé des pays tiers, valable pour tous les mécanismes de tarification au niveau des énergies fossiles.

Ensuite, des objectifs plus contraignants ont été fixés, en particulier sur les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique. Ce paquet contient donc une révision des différentes directives en la matière. Nous nous fixons aussi des règles et des normes plus strictes, notamment sur la performance des véhicules et des carburants dans l'aviation, ou sur les carburants dans le secteur maritime.

Une idée très forte de la Commission européenne est de considérer que la transition écologique aura un coût qui doit être réparti entre les citoyens, entre les régions et entre les territoires. Certains territoires seront perdants dans cette transition écologique. Pour certains, les efforts pour parvenir à la neutralité carbone seront très importants, comme par exemple en Pologne où les mines de charbon continuent à employer une partie importante de la population, particulièrement en Silésie. La transition écologique aura aussi un impact sur les ménages et sur les citoyens les plus vulnérables et les plus touchés par la précarité énergétique. L'actuelle flambée des prix nous montre que c'est un enjeu extrêmement fort, mais tout à fait pris en compte et au cœur des préoccupations de la Commission européenne.

Les propositions de l'initiative *REpowerUE* font face à la crise énergétique, à la suite de la guerre en Ukraine. Ce conflit occupe la Commission européenne et l'ensemble des États membres dans le but de lutter contre cette flambée des prix et de protéger les ménages les plus impactés. Cette transition socialement juste et équitable porte l'idée sous-jacente de ne laisser personne derrière, ni les citoyens ni les régions.

Ce paquet comporte également une proposition de création d'un fonds social pour le climat doté de 72 milliards d'euros. Sa vocation est de soutenir les ménages les plus affectés par la transition écologique.

Je ne m'attarde pas sur la partie « transports » du paquet.

La proposition en matière d'énergie repose essentiellement sur :

- Une révision de la directive sur les EnR ;
- La révision des deux directives en matière d'efficacité énergétique.

Pour atteindre cet objectif de réduction de 55 % d'émission des gaz à effet de serre d'ici 2030, il faut rehausser l'ambition en matière d'ENR dans le but de passer leur part à 40 % du mix énergétique d'ici 2030. Mais en mai dernier, la crise en Ukraine a poussé la Commission européenne à présenter une nouvelle initiative, *REPowerEU*, afin de faire passer cette part à 45 % et accroître l'effort en matière d'efficacité énergétique, puisque l'énergie la moins chère est celle que l'on ne consomme pas.

En ce qui concerne cette initiative, les négociations sont toujours en cours, avec un accord datant de juin dernier pour acter les 40 % d'énergie renouvelable. Le Parlement européen a rejoint la Commission européenne en fixant très récemment un objectif de 45 %. Il y a véritablement urgence à résoudre cette crise énergétique et les solutions consistent en un accroissement des EnR et en un renforcement de l'efficacité énergétique au-delà de la diversification des approvisionnements au gaz, puisque cette crise est en partie liée à la Russie.

L'Europe se construit souvent dans les crises. La crise de la Covid a ainsi généré la levée du tabou de la dette commune au niveau européen. En juillet 2020, les États membres se sont mis d'accord pour un emprunt commun européen sur le marché, permettant de financer un plan de relance européen doté d'une enveloppe d'environ 800 milliards d'euros.

Ce plan est en cours de mise en œuvre. La France perçoit 40 milliards de l'UE pour refinancer et soutenir le plan France Relance. Malgré la crise Covid, le Pacte Vert et l'ambition de verdissement de nos économies et de transition écologique sont restés au cœur du plan de relance et de résilience. La Commission a fixé des objectifs assez ambitieux, chaque plan de relance devant consacrer 37 % de son financement à la transition écologique. En France, ce taux en réalité supérieur à 45 % et beaucoup d'États membres vont bien au-delà de 37 %.

L'essentiel des financements des plans de relance européens est consacré aux EnR et à l'efficacité énergétique. En France, l'enveloppe principale est dédiée à la rénovation énergétique des bâtiments, tant publics que privés. Le dispositif *MaPrimeRénov* est financé par ce plan de relance européen, et pour le moment la mise en œuvre semble extrêmement efficace sur le terrain.



25 plans ont été adoptés sur les 27 États membres, et nous avons bon espoir que ces plans contribuent vraiment à la transition écologique et aux objectifs du Pacte Vert.

L'initiative *RePowerUE* vise à sortir le plus rapidement possible des énergies fossiles en provenance de la Russie. L'UE en était dépendante avec 50 % de ses importations de gaz. Bonne nouvelle : nous sommes parvenus en très peu de temps à réduire cette dépendance grâce à une réduction de notre consommation de gaz. Des efforts importants ont été entrepris sur la diversification très forte de nos sources d'importation avec des contrats passés avec les États-Unis et le Qatar pour importer plus de gaz naturel liquéfié.

Grâce à la réduction de la consommation, les investissements massifs dans les EnR sont encouragés, puisque leurs coûts ont baissé très fortement ces 10 dernières années. Des négociations avec les États membres sont en cours afin d'obtenir un accord au niveau du conseil sur le financement de *RepowerEU*. Il serait financé par le plan de relance européen ainsi que par de l'argent frais provenant du marché d'échanges de quotas de carbone. Nous espérons obtenir 20 milliards de subventions supplémentaires issues de la réserve de stabilité du marché. La possibilité de transférer des crédits qui existent déjà dans le budget européen, issus notamment des fonds de cohésion et de la politique agricole commune, est en également en réflexion. C'est d'ailleurs un sujet sensible pour les États membres. Ces fonds existent déjà et on peut voir avec le plan de relance (un instrument totalement différent des fonds européens habituels qui permet de dépenser beaucoup plus rapidement des financements européens) un effet d'accélération de ces financements. Si la négociation avec les États membres aboutit, cette enveloppe sera disponible et l'initiative *REpowerUE* permettra d'accélérer la transition écologique et donc de sortir plus rapidement de notre dépendance aux énergies fossiles, plus particulièrement des énergies fossiles russes.

#### Guillaume DEZOBRY

*Merci beaucoup pour votre intervention qui montre bien les enjeux majeurs liés à ce Pacte Vert. Toutes les problématiques liées à ce financement vont constituer un enjeu majeur dans les années qui viennent.*

*En France, le Sénat a adopté des recommandations en cohérence avec les objectifs du paquet Fit-for-55. Il formule toutefois dans son rapport quelques alertes sur l'évaluation financière et le coût pour les consommateurs, en lien avec les questions en matière de financement. Cette alerte pose*

*notamment la question de la neutralité technologique, et de ce que l'on va pouvoir faire au niveau de chaque État. Chacun doit pouvoir bénéficier du libre choix du mix énergétique, et du mix électrique en particulier.*

**UNE AUTRE ALERTE DU SÉNAT PORTE SUR LA SUBSIDIARITÉ EFFECTIVE. JE ME TOURNE DONC MAINTENANT VERS MONSIEUR VINCENT CHAUVET AFIN DE CONNAÎTRE SA VISION SUR CES SUJETS. VOUS ÊTES PRÉSENT SUR LE TERRITOIRE ET VOUS AVEZ DONC UNE PERCEPTION TRÈS OPÉRATIONNELLE DES PROBLÉMATIQUES QUI VONT CONCERNER LA MISE EN ŒUVRE DE CE PAQUET. PAR AILLEURS, EU ÉGARD À VOS FONCTIONS AU COMITÉ DES RÉGIONS, VOUS FAITES TRÈS BIEN LE LIEN ENTRE LES ENJEUX EUROPÉENS ET LEUR DÉCLINAISON OPÉRATIONNELLE SUR LE TERRAIN.**

#### Vincent CHAUVET

Merci beaucoup. Je cite ce qui n'a pas encore été cité, ce qui nous a un peu énervés il faut bien l'avouer. Je le dis très fort pour réveiller au fond l'adjoint au maire qui commençait à s'assoupir : COLLECTIVITÉ TERRITORIALE. C'est le cœur du sujet ! Si on raisonne uniquement à Bruxelles ou à Paris, on passe à côté des deux tiers, voire des trois quarts du sujet. Ce que l'on voit dans les rapports de l'OCDE et du Comité européen des régions auxquels je siége, c'est qu'entre 50 et 75 % de tous les investissements nécessaires à la lutte contre le changement climatique et à son adaptation seront portés par les collectivités territoriales.

Or, si l'on veut que les objectifs de l'UE aboutissent, il faut vraiment qu'ils puissent se traduire dans les territoires. En ce moment, l'inquiétude, rappelée par le Sénat dans son rapport porte notamment sur l'implication des syndicats d'énergie, des autorités organisatrices des distributions d'énergie (AODE), des communautés de communes, des départements, des régions. La subsidiarité effective ne se joue pas uniquement entre l'UE et les États. Il convient de définir l'échelon territorial le plus pertinent.

Que s'est-il passé entre 2016, où l'on fonctionnait à l'ancienne, et 2021 au moment où ce paquet a été défini, avec un objectif de 55 % au moins de réduction des émissions de CO<sub>2</sub> par rapport à 1990. Pour arriver en 2050 à la neutralité carbone et tenir nos engagements, il faudra absorber autant que ce qu'on émet, suivant les accords de Paris.

Jusqu'à présent, le paquet revêtait une opportunité économique avec 1 million d'emplois autour de la régulation, du climat et de l'énergie à l'échelle européenne. L'opportunité politique était également prégnante, avec des scores très importants des partis écologistes, notamment aux élections européennes. Il aurait fallu que le législateur et le Parlement réagissent immédiatement, c'est un impératif scientifique et juridique. Nous avons signé les accords de Paris stipulant une limite maximale à 2 degrés de l'augmentation des températures (dans l'absolu plutôt 1,5). L'UE est le bloc continental le plus sérieux en matière climatique.

Je suis allé à Glasgow, et j'irai bientôt à Charm-el-Cheikh pour représenter le Comité des régions. L'UE est donc présente et nous sommes sérieux car tout ce que nous faisons et signons est transposé directement dans le droit européen. Le droit interne, nous le gravons dans le marbre. Ce que propose ce paquet est ni plus ni moins une déclinaison de ce que nous avons déjà signé, ce que l'évolution du climat impose.

La discussion au niveau européen est ensuite déclinée au niveau local, pour enfin parvenir aux collectivités. Le changement sera massif car dans un certain nombre de domaines, nous sommes très loin des 55 % de réduction des émissions pour 2030.

Prenons un exemple qui explique pourquoi il faut impliquer les autorités et les collectivités dans ces sujets : le chauffage urbain. C'est un sujet dont on parle beaucoup et des discussions sont en cours sur la manière de réguler cette activité, avec la volonté de mettre en place des objectifs de réduction à l'échelle européenne. Mais cela n'a aucun sens de le faire à l'échelle européenne.

Dans ma commune à Autun, le chauffage urbain fonctionne avec du gaz et du bois du Morvan, sur la base d'un réseau très local, en boucle qui marche bien et qui est assez récent. D'autres systèmes existent, par exemple en Scandinavie, le gaz dont la source est proche est brûlé et les réseaux sont parfois très étendus. Le système de chauffage en Allemagne provient quant à lui souvent de zones industrielles où la chaleur fatale des usines est réutilisée. Si la chaleur fatale des usines devait être réutilisée à Autun, on ne chaufferait pas grand monde. Il faut aussi pouvoir s'adapter à la réalité du terrain et de ce qui existe. Dans une ville ou une communauté de communes, on ne démantèle pas un réseau de chaleur pour installer des radiateurs électriques dans tous les appartements parce que c'est décarboné, contrairement au réseau qui est encore un peu carboné.

Ce que je veux montrer c'est que cette transition énergétique doit s'appuyer sur les territoires, et être acceptée socialement et politiquement. Il y avait effectivement une forme de gain politique jusqu'à présent, c'était sympa de parler environnement, ça plaisait aux jeunes, l'Europe mettait des petits logos verts partout, c'était cool. Maintenant, ce que l'on est en train de faire emporte plutôt un risque politique, tellement c'est ambitieux ! Dans certains secteurs, la transformation sera violente, radicale et rapide, à tel point que l'on risque de se heurter aux populations. Sans vouloir faire le parallèle avec les gilets jaunes, on va quand même peut-être rencontrer des difficultés.

Aujourd'hui, il y a un consensus au niveau européen. Le rapport de la Commission, celui du Sénat, ou le mien rédigé pour le Comité des régions, disent la même chose, car c'est l'évidence. Ensuite, la mise en œuvre de cette transition nécessite de la pédagogie. Et cela doit s'organiser avec les élus locaux qui ont encore la confiance des citoyens qui les respectent, peut-être encore un peu plus par rapport à d'autres échelons plus éloignés. Si tel n'est pas le cas, la légitimité et l'objectif seront compromis. C'est ce sur quoi nous alertons avec le Sénat, mais aussi sur l'idéal européen. Si l'Europe est vue comme une « dictature verte » qui impose des règles inapplicables sur les territoires depuis Bruxelles », c'est peut-être l'essence même de ce projet européen qui pourrait être mis en cause. Il va donc falloir réfléchir avec les territoires, et peut-être aussi à des projets de coopération qui permettent qu'on recrée, dans cette crise écologique, et dans cet impératif énergétique, un nouveau sentiment européen et une nouvelle raison d'être tous ensemble : collectivités, États, Europe.

### Guillaume DEZOBRY

*Votre intervention montre qu'il faut bien appréhender ces problématiques à chaque échelon. Je passe maintenant la parole à Monsieur Michel DERDEVET, auteur du manuel L'Europe en panne d'énergie publié en 2009. Êtes-vous visionnaire ? Aviez-vous prévu ces crises ? Le scénario du pire est-il en train de se produire ? En 2015, vous avez remis un rapport au Président de la République sur l'Europe des réseaux. La dimension européenne a toujours représentée un enjeu majeur dans le secteur énergétique. Aujourd'hui, compte tenu des problèmes qui se posent, certains États membres critiquent vivement le fonctionnement du marché intérieur de l'énergie, voire sont tentés de sortir de son organisation.*

**SELON VOUS, POURRIONS-NOUS ASSISTER À REMISE EN CAUSE SÉRIEUSE ET PROFONDE DE CETTE ORGANISATION ?**



Bonjour à toutes et à tous. Le sujet est évoqué tel qu'il doit être posé. L'Europe est née par l'énergie. En février 1951, des électriciens européens créent l'Union pour la coordination de la production et du transport de l'électricité, puis en mars 1951 la Communauté européenne du charbon et de l'acier (CECA).

En 2022, la coordination de la production et du transport, ce n'est pas un sujet exogène, c'est un sujet à traiter dans les semaines qui viennent. L'énergie a été un élément décisif dans les pires moments d'affrontement, avec des millions de morts sur le territoire européen sur lequel on a bâti un projet commun. Aujourd'hui, le risque est majeur parce que la crise qui dure depuis le 24 février 2022, à la suite à l'agression de Vladimir POUTINE en Ukraine, touche le cœur des trois objectifs de la politique énergétique européenne.

Quand le Pacte Vert a été lancé en 2020, ce phénomène n'avait pas été anticipé, et la sécurité des approvisionnements n'avait pas été prise en compte. Dans mon livre publié en 2009 auquel vous avez fait référence, je citais les trois agressions russes contre les Européens en matière de gaz. Les transits entre la Russie et l'Europe passaient déjà par l'Ukraine et Vladimir POUTINE avait fermé les robinets de gaz. Malgré cela, comme si de rien n'était, l'Europe a continué de commercer avec la Russie, comme avec n'importe quel autre partenaire commercial. La stratégie de l'Allemagne consistait à banaliser ce commerce. Il y a encore un an, nos amis allemands se battaient au niveau des institutions européennes pour que le gaz soit reconnu comme une énergie de transition dans le cadre de la taxonomie. En France, nous défendions le nucléaire mais les Allemands voulaient avoir la possibilité d'utiliser le gaz pour accompagner le développement des

renouvelables. Il s'agit pour moi d'un phénomène de myopie. Nous avons été dramatiquement naïfs et nous voyons où cela nous amène. Le plus grave, c'est que cette myopie sur la sécurité de l'approvisionnement fragilise les deux autres piliers de la politique énergétique européenne : la décarbonation du mix et l'accès à l'énergie à des prix abordables.

En réponse à la crise, des centrales à charbon sont réouvertes en Allemagne et en France, la centrale de Saint-Avold doit également réouvrir. Les Pays-Bas autorisent leurs centrales à charbon à fonctionner à plein régime, alors qu'ils avaient précédemment, pour des raisons de décarbonation, limité leur production.

Et puis les prix explosent, ils atteignent 2 000 €/MWh en Allemagne et dépassent en France 2 500 €/MWh. Nous sommes très loin du cycle normal à 100, voire 50 €/MWh en rythme de croisière. Finalement, c'est l'ensemble du dispositif européen en matière énergétique et climatique qui se trouve fragilisé. Cela renvoie au fait que l'essentiel a été oublié.

Jean-Marie CHEVALIER, grand professeur d'économie de l'énergie, était mon maître en la matière avec son livre *Les grandes batailles de l'énergie, traité sur une économie violente*. L'énergie, c'est de la puissance, c'est de la violence, c'est de la géopolitique à l'état pur, et on l'a confondue avec quelque chose de banal. Nous avons une vision collective, qui nous a malheureusement conduits à la situation actuelle, basée sur une crise de l'offre inédite sur le continent.

En plus de la rupture de l'approvisionnement en gaz russe, il faut aussi prendre en compte ce qui se passe en France et qui survient au pire moment. La France était le « château d'eau » du nucléaire de l'Europe. Grâce à son parc, elle permettait d'équilibrer les défaillances de production ici ou là. Malheureusement, nous affrontons cette difficulté géopolitique au pire moment puisque le parc français n'est pas à son niveau optimum, même si nous espérons qu'il le redevienne le plus tôt possible.

Le troisième élément de déséquilibre de l'offre correspond à une hydroélectricité faible, pas seulement en France mais dans beaucoup de pays européens. Le secours de l'hydroélectricité n'est donc pas au rendez-vous.

Par ailleurs, les traités posent une difficulté juridique. En effet, l'article 194 sur la politique énergétique relève du niveau européen en termes d'interconnexions, de solidarité, de sécurité d'approvisionnement. Mais paradoxalement, l'alinéa 2 de l'article 194 stipule que chaque pays choisit son mix énergétique. Dans ces conditions, comment voulez-vous que cela fonctionne ?

Chaque pays va acheter ses mètres cubes de gaz séparément, alors que nous mettons en place à Bruxelles une plateforme d'achat de gaz commune, à l'initiative d'ailleurs de la France. À l'époque, le grand directeur général de l'énergie, François Lamoureux, a pensé à cette remarquable proposition reprise par le Président de la République en 2007-2008. Si la centrale d'achat de gaz a pour objet d'obtenir un prix négocié en commun et que, dans le même temps, le droit européen autorise chaque pays à aller se fournir au prix de tel ou tel fournisseur, c'est de la schizophrénie car on plaide à la fois une cause et son contraire.

Mon message dans ce contexte est le suivant : faisons bloc, faisons union, travaillons ensemble sur ce moment de crise. En abordant la crise de manière séparée dans des stratégies nationales, cela ajoute de la crise à la crise. Le retour des nationalismes en Europe en ce moment au niveau de la politique énergétique pourrait être dramatique. Cela risque de remettre en cause 70 ans de construction européenne, c'est extrêmement grave.

Des textes en préparation à la Commission européenne n'ont malheureusement pas abouti le 9 septembre dernier lors du Conseil énergie. Une première réponse évidente c'est la sobriété énergétique, avec bien entendu une régulation des marchés. Le maître mot c'est qu'au-delà du réflexe citoyen qu'on va générer et qui permettra de passer ici ou là les pics de consommation, il faut plus d'intervention des États, plus de régulation, plus de contrôle des prix.

Cela se vérifie avec la proposition de la Commission européenne : caper les prix uniquement du gaz russe provoquera des effets d'aubaine auprès des fournisseurs de gaz situés hors d'Europe, qui vont en profiter. Il faut donc prévoir des mécanismes complets de régulation. Il y a d'autres idées à mettre en place rapidement au niveau européen, comme l'effacement. Cela existe déjà pour les industriels, ça fonctionne très bien grâce au travail remarquable de RTE depuis 15 ans.

Allons vers des tarifications permettant d'utiliser le potentiel des compteurs intelligents. Le grand atout de la mise en place depuis 2012 du compteur Linky, c'est qu'il peut en autonomie capter 8 ou 9 types de tarifications différentes. Linky est un outil qui permet au consommateur individuel de trouver son avantage ainsi que sa rémunération dans une politique d'effacement intelligente. C'est complémentaire du réflexe citoyen, ça n'est pas contraire à Ecowatt. On doit utiliser Ecowatt en plus des systèmes de tarification incitatifs. On pourra dès lors obtenir les 5, 10, ou 15 % de diminution de la consommation dont nous avons

besoin pour garantir la sécurité d'approvisionnement des consommateurs finals. Au-delà de la sobriété, il y a bien sûr l'enjeu en termes de solidarité, qui est stratégique et vital. Un arrêt de la Cour de justice appelé OPAL va encore plus loin que cet article 194 puisqu'il incite les États à travailler à la maille commune.

### **Guillaume DEZOBRY**

*L'arrêt OPAL, qui définit le principe de solidarité au niveau européen, date de 2019 et porte sur l'utilisation d'un pipeline de gaz que les Allemands voulaient utiliser à une capacité plus grande. Comme cela avait une incidence sur le transfert du gaz par la Pologne, la Cour de justice est venue définir le principe de solidarité pour prendre en compte les effets d'une décision sur les pays voisins.*

### **Michel DERDEVET**

Il faut s'arrêter là-dessus et, dans l'urgence, faire preuve d'imagination. J'étais dirigeant de RTE lors de la crise électrique du 4 novembre 2006. En Allemagne, un problème entre deux gestionnaires de réseau et un problème de non-coordination sont survenus, qui ont failli provoquer un black-out sur tout le réseau européen. Trois ans plus tard, les électriciens mettaient en place un centre de pilotage du réseau européen à Bruxelles, une supervision d'anticipation des flux renouvelables. Il faut bien s'assurer que les gestionnaires de réseaux travaillent ensemble et que les instruments de contrôle vis-à-vis de l'économie et de l'opérateur évitent des phénomènes de spéculations. Il faut réfléchir aux outils qui nous permettent en 2022 au niveau européen d'éviter la crise majeure.

Un incident dans un pays européen ne se limitera pas à ce pays et risque de se propager dans tous les États membres. Derrière l'incident technique, il y aura une crise économique et politique. Tout ce que nous avons patiemment bâti depuis 70 ans pourrait être remis en cause. Faisons attention à ne pas suivre une démarche qui reviendrait à dire que finalement chacun doit sécuriser l'offre dans son propre pays, dans sa région et tant pis si le voisin ne le peut pas. Rappelons, comme le disent les ouvrages de l'historien de l'électricité Christophe BOUNEAU, que les interconnexions sont un projet politique. Cela nous renvoie un siècle en arrière, à l'idée que, par le secours, on peut se dépanner mutuellement et imposer la solidarité.



Je sens monter un vent mauvais qui pourrait nous amener à revenir sur ces fondamentaux du système électrique, et pourtant nous avons des systèmes récents. Le Texas fonctionne avec un réseau piloté et non interconnecté avec les États voisins et c'est la preuve que l'isolement en constitue pas la solution idéale dans un système énergétique. La résilience passe toujours et encore par les échanges.

Le marché européen est important par rapport à la transparence des prix et des renouvelables. J'aborde ici le troisième thème : le soutien aux consommateurs. Nous avons évoqué l'idée d'une transition juste, voici quelques exemples et des chiffres. La banque Morgan Stanley estime que les dépenses en électricité dans toute l'Europe pourraient bondir de plus de 800 milliards d'euros, soit 6 % du PIB. L'Allemagne a déclenché une aide de 65 milliards d'euros. C'est colossal et démontre bien que nous sommes confrontés à une crise majeure, un choc brutal. Il faut donc aider les citoyens, ce qui a été fait dans la plupart des États, en ayant des politiques de chèque énergie et en essayant de colmater rapidement la crise.

En même temps, cela ne règle pas le fond du sujet. Vous allez subventionner la consommation d'énergie, et parfois d'énergie fossile. Je rappelle que cette table ronde porte sur le Greenddeal ! On voit que socialement, cela permet d'éviter le phénomène que Vincent CHAUVET évoquait tout à l'heure, je veux parler des gilets jaunes, mais ce n'est pas une solution durable. Si les mesures proposées sont des mesures temporaires d'apaisement, il faut réfléchir à des mesures plus structurelles de soutien aux consommateurs :

- Distribuer des aides sur la base des revenus des ménages comme cela a été mis en place en Californie ;
- Plafonner les prix des technologies de production d'électricité inframarginale ;
- Éviter que, si le prix du gaz est plafonné, tous les producteurs d'électricité non gazière fassent des revenus indus basés sur le fait qu'il y a un besoin satisfait par ces technologies inframarginales ;
- Financer les ménages les plus précaires par un dispositif défini au plan européen.

Le sujet éminemment politique sur lequel je ne me prononcerai pas est celui de la taxation des superprofits. Ce sujet n'est pas tabou, il est pratiqué en Italie, en Grande-Bretagne, en Grèce, en Espagne, aux Pays-Bas... Cette taxation additionnelle sur les entreprises de l'énergie faisant des bénéfices n'est pas révolutionnaire en soi. Elle est pratiquée, quels que soient les choix politiques des pays. Mon seul bémol est que,

si cela est fait, cela doit être fait au niveau européen avec des règles communes, sinon on risque de créer une distorsion de concurrence entre les pays.

Le dernier visuel porte sur le rôle des collectivités territoriales, un rôle central. Plus je pense à ces sujets européens, plus je pense à la définition de la subsidiarité que la Cour de justice de l'UE a posée. Face à la crise, est-ce que la résilience, l'adaptation face à cette crise, ne passe pas d'abord par les initiatives des territoires, par l'imagination, par la créativité, par tout ce qui fonctionne aujourd'hui dans vos syndicats d'énergie ?

Il y a une transformation fondamentale du fonctionnement des AODE. Si on part de la définition de la subsidiarité donnée par la Cour de justice de l'UE, traitons au bon niveau ce qui peut l'être. Si nous n'y arrivons pas, montons au niveau supérieur, régional, puis étatique, puis pour beaucoup de sujets au niveau européen.

Renversons donc un peu la pyramide, et traitons ce sujet de fond : l'augmentation des factures. Vous êtes représentants de collectivités et vos factures d'énergie à venir vont bondir de façon extrêmement importante dans les mois à venir. La FNCCR a fait un travail qui évalue entre 30 et 300 % l'augmentation des factures des collectivités territoriales. Vous ne passerez pas le cap sans la mise en place d'un dispositif d'urgence. Dans le cadre du plan de relance *Next Generation UE* adopté en juillet 2021, une enveloppe de 40 milliards d'euros a été consentie, dont une partie pourrait être fléchée dans l'urgence vers les collectivités, pour que les besoins soient très vite localisés au plus près du terrain et qu'on puisse y répondre. Il ne s'agit pas de déployer des mécanismes nationaux compliqués, mais plutôt de penser à une gestion intelligente et contrôlée, sous la responsabilité des collectivités. C'est la proposition que je formule car je pense que nous avons les outils juridiques et financiers pour ce faire. Aussi, soyons imaginatifs avec ces 40 milliards d'euros qui ne sont peut-être pas déjà entièrement utilisés ou fléchés. Il y a peut-être des dispositifs d'urgence à envisager entre la FNCCR et l'État pour faire en sorte que, sur cette somme, il puisse y avoir une redistribution juste.

Je termine avec ce maître mot : la solidarité. Avec le recul, cela nous semblera nous renvoyer aux premiers chocs pétroliers. Nous allons vivre une vague d'une taille autrement plus importante, mais il faut la vivre à un niveau commun, c'est-à-dire européen. On ne trouvera pas les solutions pays par pays, en s'opposant ou en rejetant la faute sur les autres. Nous sommes tous embarqués dans la même histoire.

Si nous ne voulons pas déconstruire le projet européen, essayons très vite de faire de la politique, j'entends par là faire des propositions afin de trouver des solutions. Plus que jamais, nous ne sommes pas dans des sujets techniques : que nos ministres portent aussi des propositions politiques au niveau européen, au comité des régions, bref dans toutes les instances où il y a besoin d'avoir de l'imagination partagée. Merci à toutes et à tous.

### **Guillaume DEZOBRY**

*Merci beaucoup Michel DERDEVET. Votre intervention montre bien les enjeux de ces questions et la difficulté posée par ces sujets énergétiques. Je me tourne vers Vincent CHAUVET. En préparant cette table ronde, nous réfléchissions à la manière d'appréhender ces sujets. Quand on réfléchit au niveau local, qui est le plus concerné : la commune, le syndicat d'énergie, l'EPCI ? On a vu au départ une approche de plus en plus globalisante ou holistique de ces sujets.*

**Y A-T-IL DONC AUSSI UNE QUESTION DE COMPÉTENCES, ET PAR RÉPERCUSSION CELA PEUT-IL AVOIR UN IMPACT SUR LE BON NIVEAU D'INTERVENTION ?**

### **Vincent CHAUVET**

Absolument. La France compte plus de 30 000 communes, qui ne sont pas toutes à l'échelle suffisante pour pouvoir porter ces sujets. C'est pour cela qu'avec le syndicat départemental d'énergie de Saône-et-Loire, l'échelle de mutualisation peut être départementale ou communale pour porter ces sujets. Les plans climat, air et énergie territoriaux (PCAET) sont faits à l'échelle des communautés de commune ou des bassins de vie, et ce, souvent avec l'aide des syndicats d'énergie de taille départementale.

Réfléchir à la décarbonation pour une petite commune suppose effectivement des financements. Le Comité des régions porte cette idée de financement direct des collectivités par l'UE. Aujourd'hui, il existe un filtre national, voire parfois un filtre régional en plus, ce qui complexifie et allonge les circuits de décision.

Si je caricature volontairement, c'est pour insister sur le fait qu'il est important de mettre les collectivités dans la boucle et même au premier plan, d'autant plus avec la crise des populismes en ce moment. Certains gouvernements, comme le gouvernement hongrois, n'est ni pro-européen ni pro-climat, et ce sera certainement aussi le cas de l'Italie demain. Il est important que les collectivités qui ont les réponses et qui sont des moteurs puissent être aidées et donc financées directement par l'UE.

Pour les petites collectivités en général, l'enjeu financier est important. On verra ce que donne le fonds vert annoncé par le gouvernement, qui contient probablement un peu d'argent européen. Pour faire avancer les petites collectivités, il faudra aussi l'ingénierie, qui ne se trouve pas aisément, et ce n'est pas Bruxelles qui nous enverra des ingénieurs. L'ingénierie, dans un contexte de pénurie de compétences sur le secteur, doit se mutualiser. Le soutien, notamment des syndicats d'énergie départementaux, pour prendre ces compétences et amener ce que faisaient aussi parfois certaines agences techniques départementales, est absolument clé. Les communes peuvent être l'échelon pertinent pour intervenir, mais ne seront pas forcément à l'échelle suffisante pour avoir l'ingénierie et les compétences nécessaires pour mener le changement.

### **Guillaume DEZOBRY**

*Merci beaucoup pour cette réponse, je passe la parole à Carole LABBÉ au sujet de cet enjeu de financement.*

**POUVEZ-VOUS NOUS EXPLIQUER COMMENT LES FONDS EUROPÉENS SONT DISTRIBUÉS ET POURQUOI CE QUE VINCENT CHAUVET ÉVOQUAIT, À SAVOIR QUE LES COLLECTIVITÉS SOIENT FINANCÉES DIRECTEMENT PAR L'UNION EUROPÉENNE N'EST APPAREMMENT PAS POSSIBLE ?**

### **Carole LABBÉ**

Je ne me prononcerai pas sur le fait que des fonds européens aillent directement aux communes, ce n'est pas d'actualité. En France, la gestion des fonds structurels est de plus en plus déconcentrée ; des régions ont obtenu le statut d'autorité de gestion mais encore une fois, c'est un autre débat.

Je veux réagir sur l'articulation entre le *RepowerUE* et les dernières initiatives de la Commission. Les fameux 140 milliards d'euros correspondent à des mesures qui ont été mises sur la table très rapidement par la Commission européenne. Soulignons le caractère extrêmement réactif et rapide de la Commission européenne face à la crise en Ukraine. Jamais des initiatives n'ont été adoptées de manière aussi rapide, et je pense qu'il faut être confiant face à l'urgence, non seulement face à la crise énergétique qui est liée à l'Ukraine, mais aussi face à ce que l'on a vu cet été. Il y a eu un effet accélérateur au niveau du Conseil et de tous les ministres. Le conseil du vendredi 9 septembre nous a permis de constater que nous sommes tous à peu près sur la même longueur d'onde.

La solidarité européenne n'a pas été ébranlée par cette crise et nous ne pouvons vraiment que nous en féliciter. Sur les 140 milliards d'euros, nous avons deux propositions phares qui ont de bonnes chances d'aboutir.

Nous souhaitons la taxation sur les profits des centrales inframarginales. Si le prix de l'électricité s'envole, c'est à cause du prix du gaz. Si le plan de sobriété énergétique permet une diminution de la consommation, la centrale au gaz ne rentrera peut-être pas forcément sur le marché. En tout cas, il faut réduire les consommations pour faire baisser la facture car les États ne pourront pas continuer à soutenir les prix de détail, avec la situation budgétaire et fiscale que l'on connaît. L'Allemagne a injecté 65 milliards d'euros, le bouclier tarifaire en France coûte plus de 40 milliards d'euros, ce n'est pas soutenable à terme.

Il y a vraiment urgence et tous l'ont compris. Sur ces 140 milliards d'euros, les centrales inframarginales en France génèrent des revenus. Les énergies renouvelables ont déjà rapporté plus de 8 milliards d'euros au budget d'État. Des possibilités de générer des marges de manœuvre financière et une taxation sur les superprofits existent donc. Même si en France, on dit ne pas trop savoir ce que cela signifie, la discussion est sur la table au niveau européen car nous sommes dans un marché. On ne peut pas agir de manière isolée au niveau de chaque État. Il y a une vraie nécessité de prendre certaines mesures au plan européen, sans oublier la solidarité.

Certes, beaucoup de choses peuvent se faire au niveau local et territorial, mais nous ne pouvons pas passer outre le niveau européen. Nous parlions des interconnexions ; la dernière conférence de presse du Président de la République sur la politique de l'UE soutenait que l'on en a absolument besoin. Les interconnexions figurent aussi dans le programme RepowerUE. Si nous parvenons à mobiliser les 225 milliards d'euros de prêts restant pour la relance, il sera demandé aux États membres d'investir dans ce qui peut nous prémunir collectivement en termes de sécurité d'approvisionnement. Les interconnexions sont un outil extrêmement important pour la solidité du marché. Aujourd'hui, la situation est très différente, la France n'exporte plus d'électricité mais en importe d'Allemagne grâce aux interconnexions. Un des projets de finalisation d'interconnexion gazière avec l'Allemagne permettra à la France d'exporter du gaz dont l'Allemagne a besoin. D'autres interconnexions sont aussi en débat. Il ne faut pas se lancer dans des infrastructures fossiles qui pourraient échouer dans quelque temps.

L'Allemagne a commis l'erreur de faire confiance à Vladimir POUTINE, ce qui a donné lieu à une sorte de mea culpa de la part de la Présidente Ursula VAN DER LEYEN dans son discours sur l'état de l'Union européenne. Elle pensait qu'en commerçant avec la Russie, la situation se serait adoucie, ce qui n'a pas été le cas. Maintenant, face à l'urgence, le réveil est brutal, un sursaut s'avère nécessaire pour passer à une étape supérieure, celle de l'intégration du marché européen, de l'ambition de transition écologique, de la sortie des énergies fossiles et de la volonté de décarbonation.

Sans le Pacte Vert, sans Fit-for-55 et sans *REpowerUE*, nous ne parviendrons pas à décarboner toutes nos économies. La prise de conscience est générale malgré certains États membres. Au sein de la Commission, nous avons confiance pour faire avancer ces dossiers, et sur *REpowerUE* nous nourrissons l'espoir d'un accord d'ici la fin d'année pour ajouter un chapitre sur ces enjeux de sortie des énergies fossiles russes et des énergies fossiles en général.

Sur les 40 milliards d'euros du plan de relance déjà contractualisé entre la France et la Commission européenne, tout est fixé en termes d'objectifs et de réformes. La possibilité maintenant, c'est que la France se saisisse de *RepowerUE* pour ajouter un chapitre à son plan de relance et augmenter ses ambitions en matière d'énergies renouvelables. Rappelons que la France est le seul État membre à ne pas avoir atteint sa cible en matière d'énergie renouvelable en 2020. Une accélération dans ce domaine est donc nécessaire. Hier, une proposition de projet de loi a été présentée au Conseil des ministres et nous espérons aussi faire aboutir ce dossier-là rapidement.

### **Michel DERDEVET**

À quelques mois de distance, tout le débat qui parfois a totalement obéré la compréhension du sujet « le nucléaire versus le renouvelable » se retrouve complètement repositionné. Oui, il faut sortir de la dépendance aux énergies fossiles importées qui coûtent cher aux Européens : 700-800 millions d'euros par jour d'importation de pétrole, de gaz, de charbon. La solution de demain pour avoir des énergies européennes endogènes ne consistera pas à se priver du nucléaire. La solution consistera à accélérer le développement des EnR et en même temps utiliser, pour les pays qui le veulent de manière démocratique, une énergie comme le nucléaire. C'est autour de la sobriété, du renouvelable et du nucléaire que nous devons travailler au niveau européen avec un vrai débat politique à la clé.

## **Carole LABBÉ**

Les crises ont permis de lever plusieurs tabous, notamment la crise liée à la Covid sur le premier tabou de l'emprunt commun en Allemagne. On ne voulait absolument pas en entendre parler, mais sans l'Allemagne, le plan de relance n'aurait jamais vu le jour. Le second tabou face à la crise énergétique, celui du nucléaire, semble aussi avoir été levé en Allemagne et nous verrons comment la situation évolue dans les mois et années à venir.

## **Vincent CHAUVET**

Un autre tabou à lever, ou un non-dit à expliciter, est le rôle et l'implication des collectivités territoriales et leur part de financement direct. C'est un sujet tabou que la Commission européenne ne veut pas évoquer, mais au Comité des régions, ce sujet va devenir une réalité au regard des enjeux climatiques. Pour résumer, les enjeux européens sont complexes, mais il est nécessaire de se les approprier.

Il y a beaucoup d'argent, même si ce sont des milliards d'euros qui passent d'un fonds à un autre. Beaucoup d'argent arrive sur la table, en plus de l'argent frais financé par un emprunt commun, c'est un fait historique. Ces tabous concernaient plutôt les eurosceptiques. Il y a aussi des réglementations, qui elles aussi vont être extrêmement strictes. Il faut, en tant qu'élus locaux, essayer de saisir ces financements qui vont être disponibles. Pour l'instant, ils passent encore par les États, donc il va falloir aller toquer aux bonnes portes au niveau national, et puis aussi se préparer à l'après-crise, qui va imposer dès cet hiver des réductions de consommations énergétiques. Notre objectif climatique de 10 % de réduction de la consommation ne suffira pas pour faire 55 % de réduction de CO<sup>2</sup> d'ici 2030 : c'est très loin de l'impératif de neutralité carbone prévu pour 2050.

On doit agir dans l'urgence, mais la marche à franchir est tellement haute que ce qu'il sera possible pour obtenir dans l'urgence n'est même pas encore au niveau de ce sur quoi on doit aller pour éviter que le climat ne se dérègle complètement. Il y a du travail, et en tant qu'élus locaux nous devons être le relais et les ambassadeurs de l'UE sur notre territoire.

## **Guillaume DEZOBRY**

**QUELQU'UN DANS LA SALLE SOUHAITE-T-IL INTERVENIR OU POSER UNE QUESTION AVANT DE CLORE CETTE SÉANCE PLÉNIÈRE, EN REMERCIANT NOS INVITÉS POUR LA QUALITÉ DE LEURS INTERVENTIONS ?**

## **Jacques BLANC**

Président de la Commission Europe de la FNCCR et ancien Président du Comité des régions

Je me réjouis de ce débat et de la présence du Comité des régions, qui peut représenter, pour les élus, le moyen de peser sur l'évolution de la politique européenne et qui est aussi le garant de la subsidiarité. Dans le contexte de crise des prix de l'énergie que nous subissons, la FNCCR fait partie de ceux qui se sont exprimés pour déconnecter le prix du gaz de celui de l'électricité, et pour le maintien des tarifs réglementés au bénéfice de toutes les collectivités locales, quelle que soit leur taille.

Il me paraît également utile de mentionner les interconnexions électriques méditerranéennes. À l'époque, il y avait un grand projet de boucle méditerranéenne avec des perspectives de production d'énergie solaire transportée vers l'Europe. En ce qui concerne les rapports directs entre les collectivités et l'Europe, nous avons des exemples avec les programmes PIM, négociés directement entre les régions et l'Europe.

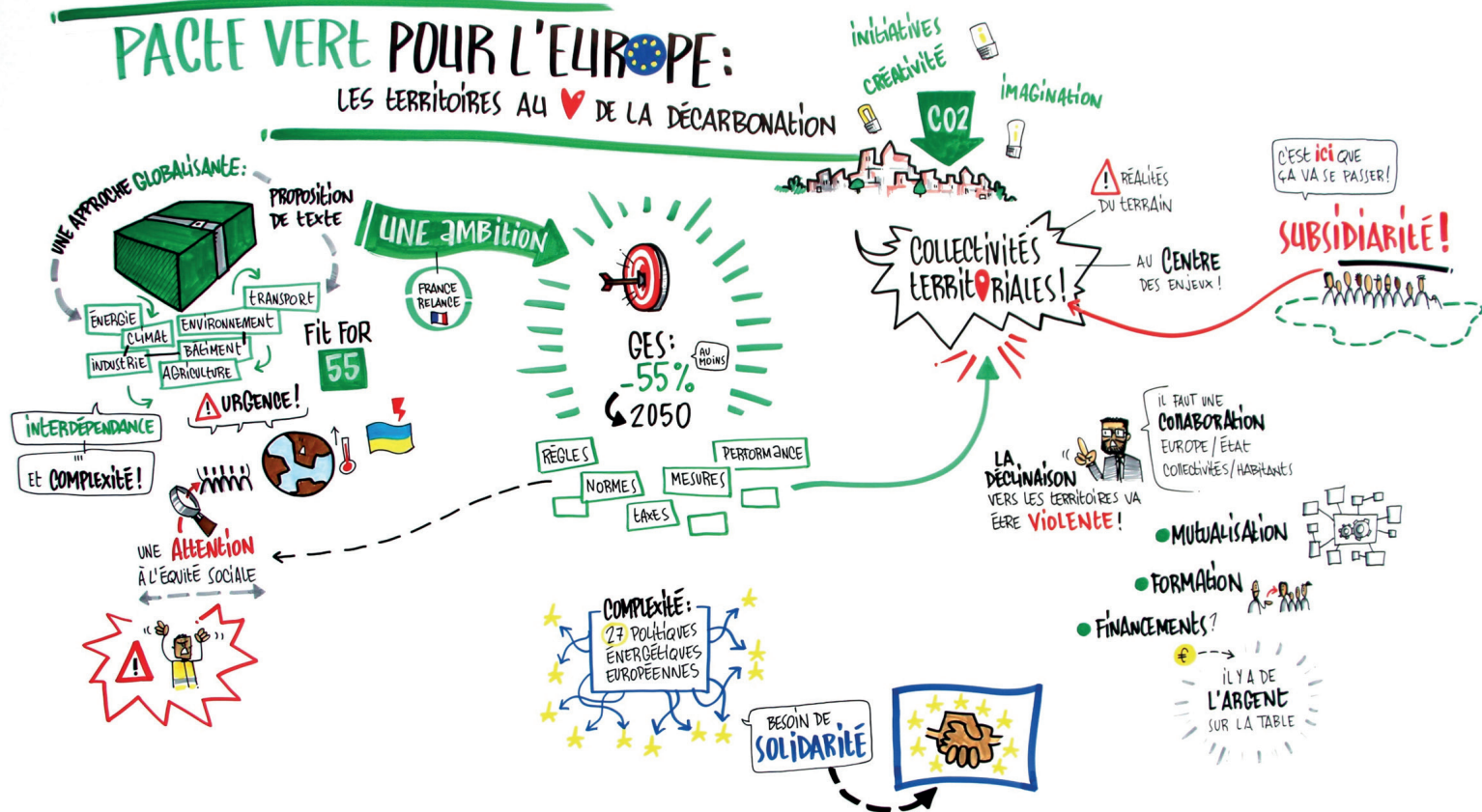
## **Guillaume DEZOBRY**

*Merci beaucoup pour cette intervention. Je remercie encore une fois les intervenants, les personnes dans la salle en vous souhaitant à toutes et à tous un bon congrès.*



# PACTE VERT POUR L'EUROPE:

LES TERRITOIRES AU CŒUR DE LA DÉCARBONATION



OLIVIER SAMPSON



SERVICES PUBLICS LOCAUX  
DE L'ÉNERGIE, DE L'EAU,  
DE L'ENVIRONNEMENT ET  
DES E-COMMUNICATIONS

## 38<sup>e</sup> Congrès FNCCR

---

DU 27 AU 29 SEPTEMBRE 2022  
RENNES - BRETAGNE